

Un Plan de prévention contre le radicalisme à l'école

I. Introduction

Notre société belge n'est pas seulement caractérisée par un creuset de différentes langues, mais également de différentes cultures. Cette grande diversité de cultures offre à notre pays et à notre Fédération une grande richesse. Les rencontres entre les cultures créent une importante dynamique au sein de notre société, ce qui stimule les changements et les progrès. C'est un élément dont notre pays peut se vanter car même au-delà des frontières de l'Europe, la Belgique et la Fédération sont connues comme des espaces de dialogues ouverts, défendant un droit fortement marqué de liberté d'expression. La garantie d'une société ouverte, dans laquelle chacun peut conserver ses propres conceptions, ses convictions religieuses, son identité culturelle et linguistique tout en portant un socle de valeurs communes est par conséquent une des priorités essentielles de nos autorités. La vie dans une société ouverte entraîne toutefois de nombreuses influences qui sont généralement positives, mais aussi des défis supplémentaires. L'approche de la radicalisation à portée violente en constitue un élément essentiel.

Face au radicalisme à portée violente qui peut entraîner certains jeunes, la première réponse est bien évidemment fédérale et relative aux mesures de sécurité des citoyens et de fermeté face aux actes criminels.

La radicalisation est cependant également un phénomène social qui est facilité par une grande diversité de facteurs, sur lesquels une politique préventive peut avoir une influence ciblée. Par le biais de la stratégie de prévention menée dans le cadre de ses compétences qui est présentée dans le présent document, la ministre de l'Éducation et de la Culture veut prendre ses responsabilités dans les compétences qu'elle exerce relatives à la construction des citoyens.

Une stratégie préventive ciblée contre le radicalisme à portée violente requiert le développement de mesures spécifiques à l'école au-delà des mesures classiques liées à la cohésion sociale. C'est le but de notre plan d'action qui s'inscrit dans le cadre plus vaste des différentes politiques sociales et éducatives développées en Fédération Wallonie-Bruxelles.

L'enseignement est un lieu essentiel de transmission de valeurs et de prévention et, à ce titre, ne peut éluder son rôle dans ce combat fondamental.

II. Un plan d'actions de prévention contre le radicalisme à l'école

1. Des services de soutien pour les écoles

- Un fonctionnaire référent sera désigné au sein de l'administration de l'enseignement.

- Une plate-forme composée de personnes-ressources en soutien aux acteurs de terrain susceptibles d’être confrontés à des signaux précurseurs de radicalisation ou des difficultés de prise en charge sera mise sur pied au sein de l’administration de l’enseignement avec numéro vert (0800 20 410).

La plate-forme sera chargée d’accompagner la politique de prévention à l’école, impliquant notamment le Centre pour l’égalité des chances, de faire des recommandations et de répondre à des demandes d’avis.

2. Former et accompagner les acteurs éducatifs

- Des offres de formation pour les acteurs de l’enseignement et les équipes mobiles et médiateurs de l’administration dédiées à la connaissance du phénomène de radicalisation, aux signes de détection, aux manières de procéder, aux argumentaires, techniques et discours à employer seront organisées.
 - Une première formation aura lieu en février à l’attention des directions d’école et des enseignants et se déclinera en deux journées de séminaire réflexif sur l’islam et sur la prévention à la radicalisation. Afin d’outiller les acteurs, des outils pédagogiques seront distribués ainsi qu’un suivi par internet.
 - Trois journées de formation sur la prévention à la radicalisation seront données dès février aux équipes mobiles et aux médiateurs scolaires.
 - Il a été demandé à l’IFC de déployer des offres de formations spécialisées sur ce point en 2015 et les réseaux seront sollicités pour participer à l’offre de formation via le recours à des associations spécialisées.
- Des séminaires réguliers et des conférences devant permettre d’échanger les pratiques et d’actualiser les connaissances auront lieu pour les acteurs éducatifs durant les mois prochains.
- Les équipes mobiles et les médiateurs scolaires seront à disposition pour accompagner les établissements qui le souhaitent en cas de problèmes.

3. Offrir des outils pédagogiques et des services pour les acteurs éducatifs

- Un site Intranet sera mis à disposition des équipes éducatives reprenant les personnes de référence en cas d’urgence, les personnes-ressources, les bonnes pratiques, les agendas des formations, la liste des initiatives et projets en cours et des outils pédagogiques.
- Une mise à disposition, dans le mois, d’outils de base pédagogiques sera organisée :
 1. Pour les formateurs ;
 2. Pour les acteurs éducatifs dont les Centres PMS ;
 3. Pour les jeunes ou personnes concernées via des fiches, films, vidéos, livres, notes, folders.

– Diverses publications devront notamment informer sur :

1. Les signaux de radicalisation ;
2. Les méthodes, initiatives et discours pour y faire face ;
3. La différence entre la radicalisation à portée violente et le choix de conceptions et pratiques de la religion, etc. afin d'éviter des amalgames.

4. Renforcer la résistance morale des élèves

Il ressort de la majorité des groupes ou individus qui se radicalisent de manière violente qu'ils désapprouvaient au début l'utilisation de la violence et qu'ils croyaient en l'utilisation de moyens démocratiques pour atteindre leur objectif. Progressivement et à la suite de frustrations sociales très diverses, cette résistance morale s'est toutefois amenuisée et des conceptions et idéologies de plus en plus extrêmes ont été acceptées qui justifient, voire stimulent, notamment le recours à la violence.

Cette résistance (morale), dont chacun d'entre nous dispose, peut être considérée comme la capacité de placer dans un contexte adéquat les conceptions idéologiques, politiques, confessionnelles ou philosophiques, qui font de la violence un but digne d'être poursuivi, et de ne pas en tenir compte. Elle est influencée par différents facteurs, tels que l'éducation, l'ancrage d'un individu au sein de la société, sa croyance en un système démocratique et son attitude par rapport aux autres dans la société. Plus la résistance morale d'une personne est grande, moins elle sera vulnérable à la polarisation et à la radicalisation violentes. Le renforcement et la réalisation de cette résistance naturelle est, selon les études, un des aspects essentiels auquel les autorités doivent accorder de l'attention.

Ce sont principalement les jeunes dans notre société qui sont vulnérables à ces phénomènes. Ils sont en général plus faciles à influencer, recherchent souvent leur propre identité ou se sentent frustrés et ont recours de manière impulsive à la violence. Ainsi, certains qui se sentent exclus parce qu'ils sont discriminés, trouvent difficilement du travail ou parce qu'ils ont des problèmes à l'école vont perdre leur confiance en notre société ouverte, ce qui atténue leur résistance morale par rapport à des conceptions radicales à l'égard de groupes qu'ils estiment responsables de leur situation. Ceci peut avoir pour conséquence qu'ils vont se comporter de manière hostile par rapport à ces groupes et éventuellement manifester leurs frustrations à l'égard de ce groupe de manière violente.

Les mesures préventives possibles qui peuvent être prises en la matière sont axées tant sur le renforcement des liens que ces groupes ont avec la société, que sur l'accompagnement des jeunes pour devenir des citoyens responsables dotés d'un esprit critique et conscients des principes démocratiques. Il est essentiel que tout un chacun soit conscient des opportunités et des libertés dont il dispose, mais également de la responsabilité qu'il a par rapport à la société.

Pour que la résistance morale des jeunes soit accrue, il existe le programme ISEC de la Commission européenne, le projet '*Strengthening Resilience against*

Violent Radicalisation (STRESAVIORA), qui a été mené entre janvier 2013 et janvier 2015 dans le but de mettre en place une formation psychophysique de prévention précoce afin d'aider les jeunes (vulnérables) à renforcer leur résilience face aux influences radicales et à conscientiser leur environnement social. Le résultat du projet a été le développement des 'BOUNCE Resilience Tools'.

BOUNCE est un ensemble de trois outils de formation et de sensibilisation à destination des jeunes et de leur environnement social. Ces outils apportent une réponse positive au défi que pose la prévention de la radicalisation violente à un stade précoce. Les outils BOUNCE sont conçus comme des mesures de prévention à mettre en place au moment où des problèmes de radicalisation violente font surface, ou, mieux encore, préalablement à ces situations. Ils fournissent aux jeunes et à leur environnement des ressources leur permettant de gérer les défis qu'ils rencontrent. Les trois outils (BOUNCE^{young}, BOUNCE^{along} et BOUNCE^{up}) sont interconnectés et se complètent. Le projet BOUNCE permet l'émancipation des jeunes et de leur réseau, le renforcement de leur résilience et l'interaction avec un environnement pleinement conscient et préparé aux défis posés par la radicalisation.

Des formations seront proposées aux acteurs de première ligne (médiateurs scolaires, équipe mobile, PMS) pour leur permettre de gérer les défis qu'ils rencontrent.

Les outils, qui sont en traduction, seront déployés en février dans les écoles auprès des professeurs et éducateurs assortis d'offres de formation et d'accompagnement ainsi que de modules de formation et de sensibilisation à l'égard des jeunes pour contrer l'attraction vers des thèses radicales violentes.

5. Former les élèves contre les dérives d'Internet

Internet joue un rôle de plus en plus important dans les processus de radicalisation et de polarisation. Une étude approfondie est en cours, sous l'impulsion conjointe du SPF Intérieur et de la Politique scientifique fédérale, concernant l'impact d'internet et des médias sociaux sur les processus de radicalisation, dans quelle mesure l'influence des parents et des pairs renforce ou neutralise cet impact, et quels leviers peuvent être utilisés pour rendre les jeunes plus résistants aux messages radicaux qui sont diffusés sur le net. Les résultats de cette étude permettront de définir des mesures ciblées pour limiter l'impact négatif de ces médias sociaux.

Étant donné, d'une part, le rôle important qu'internet et les médias sociaux jouent dans notre société contemporaine et le constat, d'autre part, qu'internet joue un rôle prépondérant dans ce qu'on appelle l'auto-radicalisation', des modules d'apprentissage au décodage d'internet, à la maîtrise des médias et aux capacités de contre-discours seront offerts.

Plusieurs projets seront sélectionnés et subventionnés selon une thématique prédéterminée par le CSEM, en lien avec l'éducation aux médias. Un projet sur la radicalisation et la liberté d'expression sera développé pour un plus grand nombre d'écoles. Des groupes de travail seront mis en place pour développer soit des outils, un accompagnement pédagogique. Ces groupes de travail réaliseront

des fiches pédagogiques comme « Education à l'internet et à l'usage des médias en réseaux (utilisation de Youtube, Facebook et les messages qui peuvent y être véhiculés), mise en ligne d'outils pédagogiques sur le dessin de presse et liberté d'expression : <http://www.cartooningforpeace.org/download/support/20140503-GENEVE-DOSSIER%20PEDAGOGIQUE.pdf>.

6. Lancer des initiatives nouvelles dans les écoles via la culture

- Invitations, durant 3 à 5 mois, des classes à assister à la pièce « Jihad » jouée dans les théâtres dont les salles sont mises à disposition de l'opération. L'auteur et metteur en scène est Ismaël Saidi, et les interprètes sont Ben Hamidou, Reda Chebchoubi, Ismaël Saidi et Shark Carrera).

Ils résument leur spectacle par ces mots : « Ben, Reda et Ismaël sont trois jeunes Bruxellois qui font face à l'oisiveté de leur vie. Ils décident de partir au nom de leur religion en Syrie pour combattre aux côtés des autres djihadistes. Le long de cette odyssée tragi-comique qui les mènera de Schaerbeek à Homs en passant par Istanbul, ils découvriront les raisons qui ont poussé chacun à partir et devront faire face à une situation beaucoup moins idyllique que prévu. »

Nous avons lancé un appel aux théâtres de la Fédération pour qu'ils accueillent le spectacle. Des débats auront lieu après chaque représentation avec des équipes multidisciplinaires. Plusieurs théâtres ont répondu positivement et les écoles seront invitées dès la semaine prochaine. D'ores et déjà, voici les premières représentations qui auront lieu au :

- Théâtre National – 6 février (scolaire + tout public)
- Festival de Liège – 10 et 12 février (scolaire)
- Théâtre Varia – 24 au 28 mars (scolaire + tout public)

Opération Caricaturistes – Fantassins de la démocratie

Un soutien financier est accordé pour des séances scolaires suivies d'un débat avec des caricaturistes dans les salles de cinéma du réseau « La Quadrature du Cercle » en ce qui concerne ce documentaire de *Stéphanie Valloatto*.

La diffusion d'un DVD spécial dans toutes les écoles secondaires a lieu, accompagné d'un dossier pédagogique via une circulaire. Ceci est fait en collaboration avec le coproducteur belge du film.

L'histoire est la suivante : *Douze fous formidables, drôles et tragiques, des quatre coins du monde, des caricaturistes, défendent la démocratie en s'amusant, avec, comme seule arme, un crayon, au risque de leur vie. Ils sont : français, tunisien, russe, américain, burkinabé, chinois, algérien, ivoirien, vénézuélien, israélien et palestinien.*

L'idée est de parler du combat des caricaturistes pour la démocratie, du risque permanent qu'ils encourent et du fait que les réactions et débats qu'ils suscitent donnent un subtil aperçu de l'état de la liberté d'expression et de la démocratie. En dessinant sur des thèmes aussi forts que la religion, l'économie, la finance, la politique, la guerre, etc. les caricaturistes testent en

permanence le degré « démocratique » de leur pays et s'exposent en première ligne : ils sont les fantassins de la démocratie.

Ce film documentaire est reconnu par le RACC – Réseau d'Action culturelle Cinéma (service commun de la FWB et de la COCOF) qui permet de diminuer fortement le coût de location du film. Les prochaines projections sont les suivantes :

- 16 janvier : Bruxelles Aventure
 - 23 janvier : Maison Culturelle d'Ath
 - 27 janvier : La Vénérie à Bruxelles
 - 29 janvier : Maison de la Culture Famenne Ardenne à Marche-en-Famenne
 - 5 février : Centre Culturel d'Andenne
 - 6 février : Le Sablon à Morlanwelz
 - 21 février : Centre Culturel de Perwez
 - 25 février : Centre culturel de Tubize
 - 26 février : Foyer Culturel de Sprimont
 - 20 mars : Foyer Culturel de Beloeil
 - 28 mars : Centre de Lecture Publique de Mont de l'Enclus 16h
- Le Conseil supérieur de l'Éducation aux Médias est également mobilisé pour que les différentes associations d'éducation à l'image mettent en commun toutes les ressources existantes dans un document clair (site web, dossier) à destination des enseignants.
- Un partenariat avec la RTBF permettra de disposer d'outils pédagogiques sur ces thèmes pour les enseignants dès la rentrée.

7. Un appel à projets dans les écoles et des initiatives diverses

- Des appels à projets « L'extrémisme, je dis non ! » seront lancés à destination des écoles dans les mois qui viennent pour appréhender plus spécifiquement le radicalisme à l'école et permettre de financer des projets spécifiques.
- Par ailleurs, différents projets nouveaux seront développés :

- « Cellule Démocratie ou Barbarie » :

Cette « Cellule Démocratie ou Barbarie » participe activement à la défense et à la promotion des valeurs démocratiques et du respect des libertés fondamentales.

Nous proposons le lancement d'un appel à projets qui vise à soutenir des projets dans les écoles sur les différentes formes de radicalisation et les manières de les combattre.

- « Ecran large sur tableau noir » (ASBL Les Grignoux) :

Programmation dans les salles de cinéma à destination des élèves et réalisation d'outils pédagogiques destinés à accompagner différents films

dont le but est de promouvoir des films en lien avec des thématiques de liberté d'expression, le conflit israélo-palestinien, le développement des dossiers pédagogiques.

- Opération « Ouvrir mon quotidien » (Journaux francophones belges) :

Un accompagnement pédagogique sera demandé aux trois centres de ressources (média-animation, Centre audiovisuel de Liège et le Centre d'autoformation et de formation continuée) pour les enseignants qui souhaitent aborder la presse en classe ou développer des projets presse (création d'un journal, ...) sur ces sujets.

- « Journalistes en classe » (Association des journalistes professionnels): visite gratuite de journalistes en classe pour aborder la liberté d'expression.
- « Avocats à l'école » : l'objectif de l'opération est de faire découvrir le monde de la justice et ses métiers, leur fonctionnement, comment se déroule un procès et de faire comprendre aux élèves à quoi sert la justice. Un travail sur la liberté d'expression et le racisme et l'extrémisme sera mené dans ce cadre.
- « Ecole citoyenne » : dans le cadre du projet « Ecole citoyenne », la thématique sur le vivre ensemble, le respect de l'autre et la tolérance sera proposée pour l'année 2015.
- « NO Hate » a produit un jeu de société WediActivists sur la question du discours de haine et la liberté d'expression ainsi qu'un livret pédagogique, qui seront mis à disposition des écoles pour animer des ateliers avec les élèves.

Le partenariat pédagogique avec la Fondation Roi Baudouin sera renforcé (Fabrique de la démocratie, Democracy...).

8. Des projets pour l'entourage, les parents et la famille à partir de l'école, des services d'éducation permanente et des Centres PMS

L'entourage (partenaire, famille au sens strict comme plus large, amis) d'un individu offre en premier lieu une protection importante contre la radicalisation violente. Les probabilités pour que des personnes vulnérables tombent dans un processus de radicalisation violente sont bien plus faibles si elles entretiennent des liens forts avec leur entourage immédiat et ont quelqu'un à qui parler de leurs sentiments de frustration. Cependant, il ne leur est pas toujours facile de gérer ces sentiments, voire de faire face à des manifestations de radicalisation violente.

Un programme de sensibilisation et d'aide aux parents et familles sera mis sur pied en collaboration avec les services d'éducation permanente. Etant donné que les jeunes sont les principales cibles des discours radicaux, les parents peuvent exercer une influence positive et protectrice en identifiant les frustrations susceptibles de conduire à la radicalisation (crise identitaire ou existentielle, etc.) et en suscitant le dialogue de manière à apporter à celui-ci une réponse

alternative. De cette manière, on pourra éviter que la faille qui se creuse entre les jeunes et leur entourage immédiat ne s'accroisse et que les jeunes n'aillent rechercher de réponses à leurs questions au sein des sources radicales.

9. Des cours de citoyenneté à l'école

L'éducation à la citoyenneté donne les outils aux élèves pour comprendre et décoder la société dans laquelle ils vivent (environnement, démocratie, diversité...). Cet apprentissage est essentiel dans la formation et la construction d'un jeune.

La Déclaration de politique communautaire prévoit l'instauration dans l'enseignement officiel d'un cours commun d'éducation à la citoyenneté, dans le respect de la neutralité, en lieu et place d'une heure de cours confessionnel ou de morale non confessionnel. La procédure pour préparer le contenu de ce cours est lancée avec pour objectif une entrée en vigueur progressive dès 2016.

Durant l'année 2015, le lancement d'une plate-forme « citoyenneté » sur le site officiel de l'enseignement proposera par ailleurs les bonnes pratiques initiées par des directions d'école ou des enseignants.

10. Sensibiliser à la lutte contre le racisme

La prévention des frustrations et des situations engendrant des sentiments d'injustice dans notre société contribue considérablement à faire obstacle à la radicalisation violente et à la polarisation. Il va de soi que les groupes et individus confrontés à la discrimination, au racisme, à l'islamophobie, à la détresse économique, l'humiliation ou à des tensions entre groupes de population sont plus réceptifs aux messages radicaux.

Se sentir respecté, quelles que soient sa différence, sa religion, son origine, ne pas subir de discriminations, pouvoir assumer sa double appartenance constituent un élément clé pour éviter la tentation du radicalisme de type religieux. Par ailleurs, la promotion des valeurs de la diversité, la lutte contre les stéréotypes, la connaissance des convictions et sensibilités d'autres groupes de citoyens sont essentielles pour éviter l'extrémisme de droite.

Des initiatives et programme d'actions de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et l'islamophobie et la promotion de la diversité seront déployés et rendus plus visibles et disponibles via la formation des acteurs, le partenariat avec le Centre d'égalité des chances et plusieurs appels à projets, outils pédagogiques et offres d'initiatives nouvelles (rencontres entre classes et jeunes issus de différentes communautés, spectacles ou films avec débats, débats, visites d'associations et de personnalités, d'artistes, etc.).

Le départ du train des 1000 sera une occasion de sensibiliser sur ces valeurs à Pâques.